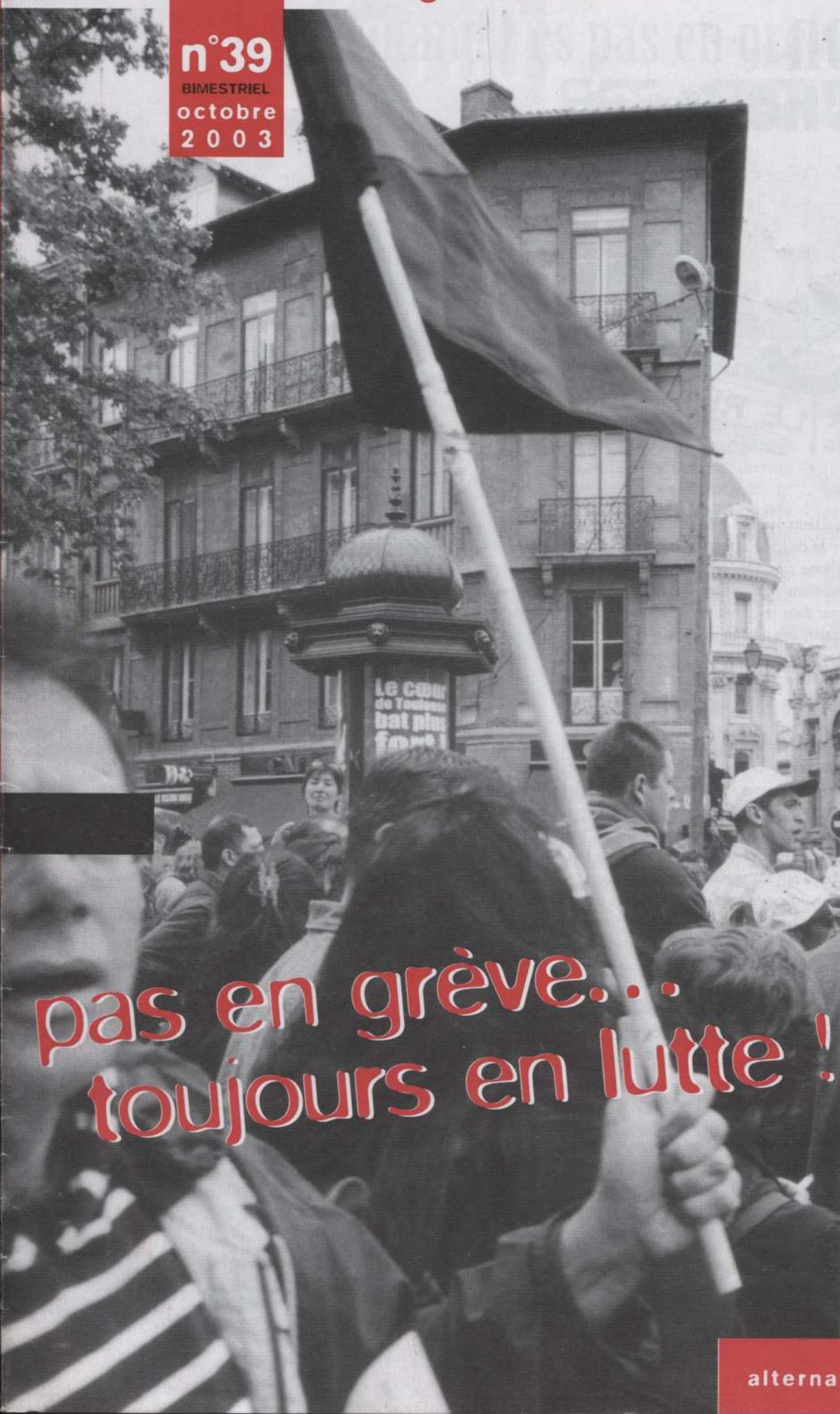


n°39

BIMESTRIEL
octobre
2003



pas en grève...
toujours en lutte !

Amériques

*L'Empire
contre-attaque*

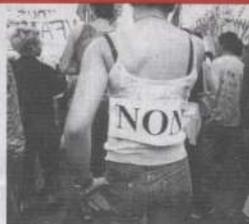


théâtre de rue



*Mouvement
perpétuel*

école cassée



*Objectifs
décentrés... suite*

bye Bakounin



*Social-Démo
de midi*



toulouse

alternative libertaire



ÇA M'ÉNERVE...

Captation d'héritage



● C'est la ruée en ordre dispersé des acteurs de "la gauche de la gauche", animés par l'espoir de faire main basse sur le capital électoral de la gauche plurielle laissée en déshérence. Dans cette course précipitée à la constitution de listes on ne sait pas trop ce qui, des ambitions personnelles, des intérêts de boutique, ou du désir sincère d'incarner dans les urnes le "mouvement social", l'emporte. On ne peut "que constater, une fois de plus, que les questions électorales font voler en éclats les cadres unitaires...", comme le dit fort justement dans sa lettre d'adieu le collectif "des hauts et débats", poussé au suicide par le manque de considération affiché par ses camarades de jeux à l'approche des échéances électorales.

Pendant que la LCR bande à part avec LO, pensant s'assurer ainsi l'essentiel de l'héritage, les listes d'alternative à gauche se multiplient, rassemblements conjoncturels de déçus de la "gauche de gouvernement" dont le seul point commun est le refus du libéralisme à la sauce PS. Mais la fuite en avant de morceaux de motivés, de gauche ceci et gauche cela, d'altermondialistes et de "personnalités" du mouvement social ne fait pas un projet politique. Une liste électorale négociée à la dernière minute ne fait pas une alternative politique. Une fois encore, on croit ou l'on veut faire croire que ce qui n'a pas été obtenu par la lutte pourra l'être dans les urnes. Proclamant la nécessité de l'unité, les Ramulaud locaux, les verts, le PC, la LCR/LO... il y aura beaucoup de listes se réclamant des luttes sociales. On cherchera en vain dans ces listes alternatives une possibilité crédible de mettre en oeuvre, dans le cadre d'une majorité politique, les revendications du mouvement social. Et en fin de compte elles ne pèseront sur les décisions que du seul poids des mouvements de lutte...

> **Le Coquelicot**

Un rappel nécessaire, extraits de l'appel pour l'autonomie du mouvement social (août 1998 - en vue des élections européennes de juin 1999) :

"Ce qui permet de rendre crédible ce débat totalement ouvert sur un projet de transformation sociale est la non-instrumentalisation des mouvements qui le portent; seule condition pour qu'il devienne à terme un réel débat public. (...) Dans tous les cas nous faisons pourtant le constat d'une même conception d'un rapport hiérarchisé et instrumentalisé du mouvement social vis-à-vis du mode de représentation politique institutionnel. Cette voie risque fort de mener rapidement à une impasse..."

Une liste... ne fait pas une alternative

ALLEGRO... MA NON TROPPO

Circulez y'a rien

L'affaire ne serait pas aussi dramatique et aussi sordide ça pourrait être un jeu.

Le jeu consistant à se demander tous les matins en se levant : "quel va être le nouvel événement ? la nouvelle révélation ? la nouvelle dénégation ? bref ce qui plaît beaucoup aux médias, le nouveau scoop ?".

L'affaire Alègre est devenue aujourd'hui un vaste marécage où barbote tout ce que la société a soi-disant de plus "respectable" (des juges, des avocats, des gendarmes, des notables) et soi-disant de plus "méprisable" (des prostitué-e-s, des souteneurs, des truands). Elle est devenue le point nodal de la rencontre entre deux mondes que la "moralité publique" place aux antipodes de la société civile. Au milieu, des cadavres (dont on n'est plus certain du nombre exact) et des pratiques douteuses (trafics, corruption, chantages, meurtres voire tortures) impliquant tout ce petit monde. Toutes ces activités sont soigneusement brouillées par la lenteur des procédures, les choix opérés en matière d'enquête (le saucissonnage entre affaire de meurtre et affaire concernant les notables), la poursuite des uns et la mansuétude à l'égard d'autres, la manipulation des procédures judiciaires (des crimes transformés en suicides), les vraies-faussees déclarations couplées avec la valse impressionnante des avocats et des "passe-droits" médiatiques.

Ce cloaque politico-juridico-médiatico-mondain qui sent le réchauffé

(les affaires datent de plus de 10ans) est livré à la curiosité malsaine de certains médias qui ont flairé la bonne affaire (sexe-sang-politique).

L'arrivée en scène (la mise en scène est de lui sur TF1) de l'ancien maire de Toulouse a vite relégué au second plan ce qui constituait, et constitue toujours, le fond de cette affaire: des meurtres et la compromission des instances politico-judiciaires qui ont couvert ces meurtres. Tout a été fait pour dédouaner cet important personnage qui a bénéficié d'un arsenal médiatique (il est bien placé pour cela) sans commune mesure avec ce dont ont bénéficié ses accusatrices. Rien ne dit qu'il est responsable de ce qu'on lui a mis sur le dos, mais la manière dont les choses se sont déroulées laisse comme un malaise. Tout témoignage l'accusant était suspect, par contre tout témoignage l'innocentant était accepté. La rapidité avec laquelle des témoins ont été arrêtés et jetés en prison tranche avec la mansuétude avec laquelle des personnes accusées et soupçonnées étaient laissées en liberté, et toujours dans leurs fonctions. Est-ce à dire qu'il y a deux poids et deux mesures ? C'est une évidence, et une évidence d'autant plus grave qu'elle jette alors une suspicion générale sur cette affaire, sur l'objectivité et les fondements éthiques de la manière dont sont traités les "justiciables" en fonction de leur rang social. Le terme de "justice de classe" si peu utilisé aujourd'hui prend alors tout son sens et sa vigueur.

Pourquoi des crimes reconnus comme tels ont été "déclassés" en suicide ? Qui a procédé à ce changement et pourquoi ? Qui et/ou quoi a été couvert par ces pratiques ?

Quels sont les policiers qui ont été reconnus complice de chantage

... deux poids et deux mesures ?

QUAND T'ES AU BOULOT, EH BEN... T'ES PAS EN GRÈVE...

Et quand t'es pas en grève,



Deux AG depuis la rentrée réunissant de moins en moins de monde et entre les deux une manif plus que modeste contre l'OMC le 10 septembre à Toulouse...

Nous autres soutiers de l'Ecole sommes au turbin. Sans illusions ? Démobilisés ? Pas sûr. Si nous savons échapper à la récupération électoraliste sur le thème du soi-disant nécessaire "débouché politique", refuser l'os à ronger du "débat sur l'école" et résister aux pressions de notre hiérarchie visant à nous imposer de nouvelles précarités, alors...

Il nous faut dégonfler cette grenouille pleine de vent.

Force est de constater que dans l'Éducation nationale comme ailleurs, l'automne n'est pas caniculaire comme le pronostiquaient certains (c.f. les 200 000 Bové chauffés au soleil d'août sur le Larzac). Le coup de chaud de mars à juin s'est dilué dans le boulot de rentrée, et la tête dans le guidon nous revoilà dans nos classes. Ne restent donc que les permanents des syndicats dits "représentatifs" pour croasser aux balcons des salons ministériels des trucs du genre : "y'a pas assez d'Assistants d'Éducation, le compte n'y est pas... vilain gouvernement qui nous dégrève de l'argent parce qu'on a fait grève... le débat sur l'école se prépare mal..." et autres fadaïses, je caricature à peine, il suffit de lire la presse. Bref, les bureaucraties syndicales reprennent la main, les A.G. qui ne sont plus "de lutte"

s'effilochent et la rancœur grandit. La question est donc maintenant de savoir contre quoi va se tourner ce ressentiment ? Les directions syndicales ? Le pouvoir ? la hiérarchie ? Soi-même ? C'est bien cette dernière éventualité qu'il nous faut éviter. En effet, la tentation du repli est grande parmi ceux qui ont lutté durement plusieurs mois et se sentent à juste raison trahis. Les discours des syndicalistes oppositionnels dans leur grande boutique appelant "à les rejoindre pour faire pencher la balance du côté revendicatif" à l'intérieur de ces mêmes boutiques font de moins en moins recette. Mais à l'inverse, et c'est peut-être ce qui est positif finalement, une prise de conscience de la nécessité d'une autre forme d'organisation syndicale se fait sentir. Le mouvement de 1995 avait permis de développer la pratique des A.G. souveraines, celui du printemps 2003 nous montre que pour aboutir (gagner sur nos revendications), il faut se passer des appels à la grève générale de confédérations et de fédérations, qui ne viendront jamais. Alors, ne restons pas isolés, rejoignons les organisations syndicales développant la pratique des A.G. souveraines. En effet, comment faire entendre une parole différente s'il faut être élu pour cela dans un "conseil syndical" local qui lui-même élira un-e représentant-e à un "conseil national" etc. ? Ce type de fonctionnement syndical est stérile, en contradiction totale avec nos modes de prise de décisions. Il s'agit maintenant d'une imposture. Il nous

faut donc dégonfler cette grenouille pleine de vent...

Servitude volontaire ou prémisse d'une véritable explosion ?

Les sujets sur lesquels agir directement ne manquent pas. Vilipender l'OMC forum après forum, c'est bien. Et après ? Le capitalisme n'a pas attendu de s'appeler O.M.C. pour faire ses ravages. Des actions directes et immédiates sont inévitables. Quitte à retrouver face à soi quelques conférenciers des dits forums. Rentrer dans le lard des valets de ce "commerce mondial" pourvoyeur de privatisation et de précarités, dans l'Éducation Nationale comme ailleurs, voilà qui est mieux.

Rapide état des lieux des résistances possibles :

À cette rentrée, le pouvoir tente de mettre en place les "Assistants d'Éducation" sensés prendre le relais des emplois jeunes. Il prend appui pour se faire sur une hiérarchie qu'il sait servile et toujours prompte à plaire au prince du moment. Les inspecteurs et inspectrices divers et variés, les recteurs et rectrices font donc le forcing pour imposer ces nouveaux personnels précaires, les chefs d'établissements ne sont pas en reste. "On" refait voter les conseils d'administration des bahuts jusqu'à ce qu'ils votent pour l'embauche d'A.E., "on" fait pression sur les enseignants du primaire en leur faisant croire qu'ils/elles n'ont pas le choix, etc. Dans un milieu où la culpabilité de ne pas tout faire pour ses élèves joue

Il faut se passer des appels à la grève générale

à voir

auprès des prostituées qu'ils rançonnaient ? Pourquoi sont-ils toujours en fonction ? Quand rendront-ils des comptes ?

Quelle signification a le changement d'avocats de la part d'Alègre qui (extraordinaire coïncidence) de ce fait revient sur ses précédentes déclarations ? Son nouvel avocat lui a-t-il été suggéré par un autre détenu dans sa prison alors qu'il est censé n'avoir aucun contact ? Si oui comment cela a-t-il été possible ? Qui en est à l'origine ? Pourquoi ? Dans quel but ? Pourquoi des prostituées "mentent" quand elles citent des notables, mais "disent la vérité" quand elles les innocentent ? Quels rôles ont joués les gendarmes dans les déclarations des prostituées ? Sont-ils ceux qui ont fait jaillir la vérité des faits ou des manipulateurs ? Toutes ces questions sont aujourd'hui sans réponse.

Le problème c'est qu'au lieu d'avoir des réponses, cette affaire produit régulièrement de nouvelles questions. Ainsi, dans ce contexte, la mort récente de "Djamel", peut-être tout à fait naturelle et banale, le départ à la retraite du gendarme Roussel, ne peuvent manquer de faire surgir de nouvelles interrogations. Ces interrogations, voire ces fantasmes, ne sont pas le produit de cerveaux dérangés ou d'esprits provocateurs dans la population, mais de la manière dont les enquêtes policières et la justice fonctionnent dans ce pays.

Cette affaire Alègre est ainsi un révélateur du fonctionnement de notre société. De la manière dont les citoyen-ne-s sont considéré-e-s. Instrumentalisés en tant que justiciables ils le sont aussi en tant que citoyens. "Circulez y a rien à voir" semble être le maître mot de notre "système démocratique" ■

> Patrick Mignard

T'ES PAS EN GRÈVE

à fond (voir le non blocage du bac en juin), le forçing risque de marcher. D'autant que les bureaucraties syndicales ont légitimé le plan "Assistants d'Education" de Ferry comme ils l'avaient déjà fait pour le plan "emploi jeunes" de Jospin en 1997.

Misère de la servitude volontaire ou prémisses d'une vraie explosion s'appuyant cette fois sur cette prise de conscience acquise dans la lutte ? Parions sur cette deuxième éventualité car il nous faut être optimisme, ne serait-ce que par dignité, celle de ne jamais se laisser croquer.

Le ministre Ferry part en croisade contre l'illettrisme et d'un seul CP en fait deux. Au mieux, ce sera un "Assistant d'Education" qui prendra l'autre moitié de la classe ! Sinon c'est à l'équipe des instits de se répartir les enfants autrement dans l'école afin de pouvoir réduire les effectifs en C.P. Tout cela à moyens constants et mêmes réduits avec la fin du moratoire "AZF" prévu pour janvier 2004 (qui empêchait de fermer des postes sur les écoles du Mirail). Alors répétons-le : oui, les conseils des maîtres et conseils d'administration restent souverains et peuvent tout à fait refuser de jouer le rôle de contre-maîtres. Si l'administration veut passer en force et recruter en passant outre, ce sera de sa seule responsabilité. Refusons de donner notre caution.

Mascarade visant à nous mettre la "tête dans le cul"

Nous voilà aussi revenus au temps des "grands débats sur l'école", à l'instar des "chartes pour l'école du XXI^e siècle" du père Allègre, quand l'école se devait d'être "son propre recours"... Mais déjà l'idée circule (AG du 17 septembre à Toulouse) de boycotter activement cette sinistre mascarade visant à nous mettre la "tête dans le cul". Voilà qui donne du cœur au ventre. Pourquoi pas une bonne journée de grève le jour de cette consultation bidon ? Pour une fois qu'une grève de 24 heures aurait un sens... Et qui sait, une A.G. pardessus et c'est reparti, pour gagner cette fois... Chiche ? ■

► Sevy, instit à Toulouse

THÉÂTRE DE RUE

Mouvement intermittent courant continu

Entretien avec Patrick Leclerc intermittent du spectacle et militant dans l'association FEDERCI.

● **Le Coquelicot** : *Pourrais-tu faire un petit retour en arrière sur les luttes des intermittents en Avignon ?*

Patrick : Très vite, il y a eu un mouvement de grève décidé par les techniciens qui ont poussé les compagnies et le personnel administratif à la grève. Au tout début du festival, ils ont suspendu la grève pour laisser au gouvernement la possibilité de changer d'avis. Dès que le festival a démarré officiellement, la grève est devenue reconductible. C'est vraiment les techniciens qui l'ont menée de bout en bout. Dès la première semaine de grève, le président du festival a pris la décision de l'arrêter. C'est la première fois depuis que le festival existe que cela se produit, même en 1968 le festival continua. Il y avait des centaines de comédiens, de techniciens, d'intermittents sous les fenêtres des élus pour crier leurs revendications. Il faut insister sur le fait que c'est grâce aux techniciens que la lutte déboucha sur l'arrêt du festival, les comédiens étaient beaucoup plus partagés. Après ce fut le tour du festival Off. Ce festival en marge a pris une importance considérable depuis 25 ans (environ 650 compagnies se produisent). Le festival Off a continué jusqu'au bout. Les compagnies qui y participent ne sont pas invitées, elles viennent sur leurs propres deniers. Les tarifs ne sont pas les mêmes, les lieux où l'on joue ne sont pas les mêmes. Il y a vraiment une séparation entre les deux festivals. Le mouvement de grève a permis une certaine jonction entre l'Off et l'In. Les gens se sont rencontrés, ont discuté et remis en question le festival pour la première fois de son histoire. Dans le festival Off, dès les premiers jours, il y avait 200

compagnies en grève et d'importantes manifestations silencieuses très spectaculaires allant jusqu'à la place du palais des Papes. La plupart d'entre elles étaient très impressionnantes, très émouvantes avec les cris en crescendo "en grève, en grève". Avec le Lazzi Théâtre, nous avons participé à ce mouvement. Nous nous sommes posés la question du rapport de force qui devait nous permettre d'aboutir à l'annulation du Off. Notre objectif était l'arrêt total des deux festivals. Mais très vite, on s'est rendu compte que la plupart des compagnies de l'Off avaient des enjeux financiers. Dans l'Off, les compagnies payent tout. Si elles ne font pas le festival, elles disparaissent. Le festival leur coûte tellement cher que la plupart des compagnies ont décidé de reprendre le travail. Nous ne sommes restés qu'une centaine de compagnies en grève jusqu'à la fin. Cette situation a provoqué des débats et des tiraillements. Les commerçants se sont aperçus que si le festival s'arrêtait, c'était une perte considérable de leur chiffre d'affaires. Ils n'avaient que du mépris, de la condescendance pour les saltimbanques, les artistes, les techniciens. Mais le festival faisait vivre la ville et en grande partie les élus aussi. Les commerçants ont sorti des autocollants "j'aime l'Off" pour essayer de sauver ce festival. Les troupes sont rentrées en lien avec les commerçants et se sont mises à parader avec l'autocollant "j'aime l'Off". C'était complètement démagogique.

● **Le Coq** : *Quelles sont les conditions nouvelles pour les intermittents, liées au nouveau protocole de prise en charge par les ASSEDIC ?*

Patrick : En préalable ce que je dois dire, c'est que beaucoup d'intermit-

tents eux-mêmes n'ont pas pris la mesure du nouveau protocole. Il n'y a aucune contrepartie. Actuellement on est indemnisé sur la base de 507 heures ou 43 cachets sur 12 mois. À partir du 1^{er} janvier 2004 on le sera sur la base de 507 sur 11 mois et le 1^{er} janvier 2005 on va passer à 507 sur 10,5 mois indemnisé 8 mois, 10 mois et demi pour les artistes et comédiens et 10 mois pour les techniciens. Cela veut dire une indemnisation à double vitesse. C'est des conditions très difficiles à remplir par beaucoup d'intermittents qui n'arrivent pas actuellement à faire leurs 43 cachets, beaucoup sont déjà précaires (CSD, RMI). Ça va écrémer encore plus la profession, mais le plus pervers n'est pas là. Je vais essayer d'être clair : actuellement on a une date anniversaire, c'est à dire que chacun de nous réactualise ses droits en regard du travail effectué lors des 12 mois précédents et on peut savoir si on a fait ou non les cachets nécessaires pour prétendre aux ASSEDIC. Cette date anniversaire va disparaître, elle va devenir fluctuante. On ne saura pas quand tombera l'échéance de l'année. Ainsi deux personnes ayant effectué le même nombre d'heures sur les 11 mois et ensuite sur les 10 mois et demi ne vont pas être forcément indemnisés de la même manière, car suivant le moment où seront placés les cachets des périodes travaillées, l'un aura des droits et l'autre n'en n'aura pas. Des intermittents ont créé un CDrom intitulé, "Nous avons lu le protocole" qui explique très bien tout ça. Beaucoup d'intermittents ne prendront connaissance de ça que lorsqu'ils le vivront. C'est carrément anticonstitutionnel. À travers la C.G.T., un combat juridique s'est mis en route et un recours en Conseil d'État devrait remettre cet accord en question car à travail égal il n'y a pas d'égalité de droit. Et visiblement même la CFDT, qui a signé l'accord, n'était pas au courant.

● **Le Coq** : *À Toulouse comment et avec qui s'est organisée la lutte ?*

Patrick : Je voudrais dire, par rapport à la C.G.T., elle fut très présente à Avignon les premiers jours de la grève et curieusement elle a disparu. Pour-

Notre objectif était l'arrêt total des deux festivals

quoi ? Je ne sais pas, je n'ai pas d'explication, elle n'était pas là pour soutenir les compagnies du Off qui avaient décidé de poursuivre la grève. Par la suite, il y a eu des déclarations du délégué national de la CGT qui a regretté finalement que le In fût annulé. Actuellement les intermittents de Toulouse ont décidé d'occuper le TNT avec l'accord de la direction. Là aussi, ce sont les techniciens et administratifs qui ont décidé de partir en grève pour le début de la saison. C'est dans ce lieu que s'organisent toutes les actions, les débats. Les A.G. sont souveraines et le travail se fait en commissions (réflexion, action, communication) et le mouvement est autonome. Là dessus viennent se greffer les militants syndicaux comme ceux de la C.G.T. mais il n'y a pas main mise d'un quelconque syndicat sur le mouvement. Il y a encore une mobilisation importante, car jusqu'à l'application du protocole, c'est à dire janvier 2004, la lutte continue partout en France et y compris à Toulouse avec des manifestations, des mouvements de grève comme au TNT, des occupations, des prises de paroles, des pétitions, des perturbations de spectacles. À la suite des luttes en Avignon, il s'est mis en place des "plateaux tournants". Nous avons décidé de nous recevoir par régions et comme nous sommes un peu pilote dans la région Midi-Pyrénées, on doit recevoir des compagnies et nous, en contrepartie on ira jouer dans d'autres régions. Nous allons recevoir des compagnies

grévististes qui vont se produire au TNT. On essaye de s'auto-organiser et s'auto-programmer. Cela nous permet de rester en grève mais aussi d'avoir un certain financement.

● **Le Coq : Est ce que vous vous êtes posés le problème du corporatisme et de l'interprofessionnalisme, comme les grévistes de l'E.N. ?**

Patrick : Le régime a été régulièrement mis en cause, soit par la droite soit par la gauche depuis que je suis intermittent (15 ans), mais pas aussi sévèrement que cette fois-ci. Jusqu'à présent une grande majorité d'intermittents avaient au travers des organisations syndicales un discours extrêmement corporatiste. Dans ce mouvement, il y a un changement. On voit une conscience plus universelle, plus interprofessionnelle. C'est pour cette raison que les intermittents étaient très présents au Larzac et sur les manifestations du printemps en lien avec les enseignants et les professions du service public avec une volonté de travailler et de lutter ensemble. Sur l'histoire des plateaux tournants, on organisera autour des spectacles des débats des forums auxquels seront conviés les spectateurs mais aussi les autres secteurs professionnels en luttes.

● **Le Coq : L'avenir, comment le vois tu ?**

Patrick : A terme le nouveau protocole va conduire plus de 35000 personnes à plus de précarité. Ceux qui pourront continuer à travailler le feront dans des conditions plus précaires avec des indemnités revues à la baisse. Il

fait savoir aussi qu'il y a de moins en moins de travail correctement payé et cela va précariser un peu plus la profession. A terme, le patronat, maintenant que le système est plus fragilisé, pourra revenir à la charge d'ici deux ou trois ans pour diminuer encore plus les droits des intermittents et pour avoir un personnel plus perfectible et corvéable à souhait. Je ne pense pas que le régime d'indemnisation d'intermittence disparaisse parce qu'il sert énormément les employeurs. Il restera néanmoins dans des conditions de plus en plus précaires et abominables. Au niveau du mouvement social, il va falloir passer à la vitesse supérieure si on veut se faire entendre et empêcher la mise en place d'un état policier et libéral.

● **Le Coq : Que penses tu de l'analyse de certains qui disent que nous nous trouvons dans la même situation qu'en 1787 ?**

Patrick : Oui, nous sommes dans une situation pré-révolutionnaire. À travers le mouvement des intermittents, nous sentons la mise en place d'une conscience révolutionnaire. Beaucoup de jeunes arrivés dans tous ces mouvements rejoignent le mouvement altermondialiste. Il a à terme un peu moins d'illusions par rapport à la farce électorale, même remodelée par ce mouvement à la gauche de la gauche. Il est possible que là, nous ayons les germes, les prémisses d'une situation révolutionnaire mais peut être sur de nouveaux schémas, de nouveaux modes d'actions ■

CHIFFRES ET CASTAGNES

50 m de long / h 14 m / l 8 m : ce sont les dimensions du convoi de tronçons de l'A 380 qui de Bordeaux à Toulouse sillonnera les campagnes du Sud-Ouest. Pour permettre le bon acheminement de ce tas de ferraille il faut couper 500 platanes dans la vallée de la Save, raser des hameaux, transformer des paysages bucoliques en paysages high-tech, sur 250 km. Et là on voit poindre la poésie des technocrates, cette saignée a pour nom l'ITGG (Itinéraire à Très Grand Gabarit). Y aura t'il un poète pour mettra en musique ces nouveaux chemins creux, ces vallons, ces départementales sans platanes, ces nouveaux paysages redessinés par ces faiseurs d'argent.

8546573 euros : c'est la totalité des dons reçus par le maire de Toulouse, enfin par la mairie de Toulouse, suite à l'explosion de l'AZF le 21 septembre 2001. Si une partie a servi pour les fonds de secours, le tiers de cette somme a permis au maire de Toulouse de faire du social à bon compte (jouets, sortie et spectacles pour les enfants) et le solde comme il est dit dans "Capitole Info" à améliorer l'équipement public des quartiers sinistrés. Argent et politique, les deux mamelles des (futurs ?) campagnes électorales.

500 millions d'euros : c'est la somme investie par le groupe pétrolier français Total pour sécuriser ses sites à risques, a indiqué samedi 13 septembre son PDG, Thierry Desmarest, dans une interview à Radio Classique. "On a lancé, au niveau de l'ensemble de nos installations industrielles, dans le raffinage et la chimie, un programme exceptionnel d'investissements de sécurité pour renforcer les salles de contrôle, pour renforcer le confinement des matières dangereuses", et dire que pendant des années il nous avait été dit qu'il n'y avait aucun risque. Il a fallu 30 morts et 9 mille blessés pour que TotalFinaElf mette la main à la poche.

> Bibass



Le régime d'intermittence sert énormément les employeurs

L'ÉCOLE SYNTHÉTIQUE

L'École : quelles identités, quelles missions?

Le projet de réforme sur la décentralisation du système éducatif est présenté par le gouvernement comme une initiative librement consentie, indépendante de toute contrainte extérieure. Cette décentralisation est présentée comme le moyen de plus de démocratie et d'une meilleure gestion. Mais s'il y a une décentralisation, c'est que le centre s'est déplacé.

En effet, les organisations internationales, le F.M.I., la banque mondiale, l'O.M.C., la commission européenne, poussent les Etats à une uniformisation de leurs systèmes éducatifs et à leur ouverture au marché mondial du commerce et du travail.

Les innombrables "évaluations" et "comparaisons" des systèmes éducatifs, imaginées par des organismes comme l'O.C.D.E., alimentent régulièrement le débat public de discours techniques qui traduisent cette tendance. Le livre de Luc Ferry, "lettre à tous ceux qui aiment l'école", définit l'école comme "avant tout un lieu de travail, où chacun doit avoir acquis une formation solide qui lui permette pleinement sa place dans le monde du travail... Puis d'acquiescer, tout au long de sa vie, de nouvelles compétences... (1)". Les mots "compétence tout au long de la vie", "monde du travail" sont les maîtres mots techniques qu'utilisent les chefs d'entreprises dans leurs quêtes d'une main d'oeuvre adaptée. Dès 1988, le CNPF, l'ancêtre du MEDEF ne disait pas autre chose en déclarant "Au fond si l'on prend un peu de recul, il est désormais patent que l'école républicaine n'est pas en mesure de tenir seule, même approximativement, sa promesse de développement des aptitudes de chacun".(2)

Aptitudes au travail, s'entend ! L'offensive du capital contre l'école républicaine ne date pas d'aujourd'hui, elle est dorénavant dans sa phase d'accomplissement grâce à l'outil de l'O.M.C. qu'est l'Accord Général du Commerce des Services, A.G.C.S. Le but de cette offensive est de soumettre l'école au service de l'économie.

Le contexte économique mondial

La mondialisation libérale a désencastré l'économie, du politique, du social et du culturel. C'est ce qui a fait dire à l'ancien Premier ministre, L.Jospin, que "l'Etat ne peut pas tout". De plus en plus, les activités humaines physiques et intellectuelles sont pensées dans la seule logique marchande. Selon cette logique, l'homme et donc l'humanité, n'existe que dans une seule dimension, économique.

Et comme si cela ne suffisait pas, on passe à un stade supérieur où le capital financier s'émancipe de l'économie réelle. Un simple jeu d'écriture en temps réel permet la possession sans limite des fonds de pensions, des fonds de placements à des fins de spéculations. C'est possible grâce à une connexion en temps réel, toujours, de toute les places financières de la planète. Cette spéculation financière atteint un mil-



liard deux millions de dollars par jour pendant que les échanges de biens physiques sont de l'ordre de deux billions de dollars par an. C'est dire que les stratégies des entreprises sont de plus en plus conçues dans une logique financière échappant à tout contrôle. Cette logique a besoin de flexibilité, de mobilité et d'une liberté d'action sans limite. Quoi de plus flexible qu'un salarié conditionné par l'inévitable et donc fatale loi du marché, soumis quotidiennement à la peur du chômage et de l'exclusion sociale ? Mais, pour que la victoire de la civilisation néolibérale soit totale, il faut réduire les Etat-Nations à leurs seules fonctions régaliennes, affaiblir, discréditer les organisations syndicales et politiques réfractaires à cette logique libérale. Pour le système libéral, l'homme doit "servir si bien et si volontiers qu'on dira qu'il n'a pas perdu sa liberté mais bien plutôt, gagné sa servitude"(3). Le système libéral a inversé les valeurs : "le rapport hommes-choses" est devenu supérieur aux "rapports hommes-hommes"(4).

Le renversement de ces valeurs a pour objet ultime, la suprématie de "l'avoir" sur "l'être", du "je" sur le "nous", de "la chose privée" sur "le bien public". Les verrous ont sauté dans les années quatre vingts, la légitimation idéologique, politique et donc culturelle coïncide avec l'effondrement de l'U.R.S.S. Mais pour en arriver là, il faut modeler le sujet et ceci dès son enfance. C'est par l'éducation que le modèle néo-libéral de l'homme s'inscrit

dans les mentalités. Pour le néo-libéralisme, l'éducation n'est pas uniquement une marchandise, elle est, par l'école, plus que jamais, un outil d'aliénation.

L'école, le moule

Dans son livre, "l'école n'est pas une entreprise", Christian Laval fait remarquer que "l'école connaît une crise chronique dont une abondante littérature présente régulièrement l'état clinique". Et il ajoute, "il s'agit d'une crise de légitimité sans doute"(2). Depuis les critiques sociologiques et politiques qui ont montré la face cachée de l'école - sélections sociales - soumission à l'ordre établi - jusqu'aux critiques libérales qui l'ont attaquée pour son manque d'efficacité face au chômage et à l'innovation, "l'école n'est plus soutenue par le récit progressiste de l'école républicaine, aujourd'hui soupçonné d'être un mythe inutile"(2). Dans le discours dominant, l'émancipation par la connaissance, la culture est devenue une idée obsolète. En fait, le consensus, "former le travailleur, instruire le citoyen, éduquer l'homme", qui traduisait, tant bien que mal, le lien entre les valeurs héritées du siècle des lumières et l'intérêt du capital est en train d'être remis en cause. L'expansion coloniale, la croissance économique accompagnée du progrès social et culturel furent des arguments pour le maintien de ce consensus idéologique sur l'école.

Mais il ne faut pas oublier que "ceux qui dénoncent l'école de Jules Ferry comme

L'émancipation par la connaissance, la culture est devenue une idée obsolète

une école bourgeoise, oublie souvent qu'une grande partie du patronat des secteurs à forte utilisation de main d'œuvre dans le textile ou le bâtiment, en particuliers, n'a accepté la scolarisation qu'avec une grande répugnance⁽²⁾, préférant sans doute une main d'œuvre docile. Depuis, le système capitaliste a modifié son point de vue, il regarde le savoir comme un outil au service de l'efficacité du travail. Une étape supérieure est en train d'être franchie : "rendre l'école à l'image de l'entreprise".

Est-il innocent que le vocabulaire utilisé par les pédagogues soit emprunté au monde de l'entreprise ? Projet, contrat, gestion, service, compétence... Les pédagogies deviennent des techniques de gestion des connaissances orientées vers la formation du "travailleur-consommateur". Elle a pour objet d'introduire "la culture d'entreprise" dans les établissements scolaires. Les stages des élèves dans les entreprises y contribuent. Les universités ne sont pas en reste comme témoigne le rapport rédigé par J. Attali : "les universités doivent devenir un enchevêtrement d'entreprises, de laboratoires et de services de financement capitaliste"⁽²⁾.

Aujourd'hui, il est faux de dire que le néolibéralisme est contre le savoir. Il veut seulement "professionnaliser" le savoir "pour qu'il devienne un service rendu au monde économique"⁽²⁾. Loin de l'esprit du siècle des lumières, "l'époque est à l'école désémancipatrice", selon l'expression d'André Tosel⁽³⁾.

Que faire ?

La mobilisation du monde enseignant contre le projet de réforme de l'éducation nationale traduit cette fracture idéologique qui s'opère autour de l'école républicaine, depuis une vingtaine d'années. Ce mouvement pose et impose deux questions intimement liées : quelle mission pour l'école et quelle définition du rôle du professeur ? L'inflation de pédagogie imprégnée de "l'esprit de l'entreprise" a, pour une part, dépossédé le professeur de son rôle de maître. S'il y a un quelconque "malaise de l'enseignant", il réside dans un mal être entre une certaine idée de l'école républicaine et le rôle que lui attribuent, réforme après réforme, les pédagogues. Dès 1963, Georges Gusdorf fait

un diagnostic sans appel sur la pédagogie : "La réflexion pédagogique actuelle est elle-même le signe indéniable de la crise de conscience de notre civilisation" et ajoute un constat d'actualité : "Les examens, du certificat au baccalauréat, sont devenus, pour le plus grand tourment des enfants, des maîtres et des parents, des abcès de fixation de la mauvaise conscience nationale"⁽⁵⁾.

Le problème est de définir les humanités de notre temps. Un plus de pédagogie ne peut y remédier, au contraire, plus on fait de la pédagogie, plus il semble que la culture se désagrège.

C'est dans un tel environnement idéologique qu'il faut prendre la mesure de la décentralisation de l'éducation nationale. Elle signifie le démantèlement de l'école de la République. Comme l'écrit Luc Ferry dans sa "lettre à tous ceux qui aiment l'école" (Il oublie républicaine) : "L'éducation ne saurait à cet égard, s'exempter du mouvement par lequel la République se décentralise"⁽¹⁾. Et ce n'est pas la "mise en place de charte de qualité", ni "des contrats de réussite" qui permettront à des établissements plus autonomes d'assurer un enseignement de qualité, égal pour tous, puisqu'ils pourront "choisir leurs politiques en fonction des besoins qu'ils estiment urgents"⁽¹⁾. L'existence d'une "commission d'enquête indépen-

dante" ne garantira pas, non plus, un tel enseignement puisque ces "contrats de réussite" seront différents d'un établissement à un autre. A n'en pas douter, l'école républicaine est sur le point de perdre son unicité, conséquence directe de la décentralisation, synonyme de dépendance d'avec l'environnement régional socio-culturel et économique. Le "mal être" de l'enseignant réside dans la contradiction entre ce qu'elle devrait être et ce qu'elle devient peu à peu. Le professeur de philosophie de la région parisienne, Maurice Maschino, a déjà fait le diagnostic dans son livre au titre provocateur, "vos enfants ne m'intéressent plus". Pour lui, "Les systèmes modernes ont de plus en plus intérêt à ne former que des techniciens calculants, au lieu de citoyens cultivés et pensants, c'est ainsi qu'ils se reproduisent tranquillement". C'est ce que A. Chanlat définit comme les "analphabètes du sens", "nous voyons le cerveau cette magnifique machine, ce magnifique instrument pour connaître et se connaître, réduit à n'être utilisé que pour faire quelques opérations hautement spécialisées, en n'étant plus capable de relier l'opération avec ce qu'elle signifie, ni avec ce qui se passe à côté"⁽⁶⁾. L'école oublie, et le professeur aussi, que l'homme est à la fois le point de départ et le point d'arrivée de toute tentative de connaissance

et que c'est l'homme, toujours lui, qui se cherche à travers les diverses entreprises du savoir et de la culture.

Aussi, avant de courir vers l'argent, vers la technique, avant de s'enfermer à jamais dans un bureau, dans une usine ou dans l'exclusion sociale, l'enfant doit faire une halte à l'école, loin des valeurs de hiérarchisation, de la compétition, de la sélection, loin du nombre fatidique 10, pour apprendre à juger et non préjuger, à discerner pour apprendre à désobéir. Car "personne ne peut construire le pont sur lequel il devra marcher (...). Il y a dans le monde un seul chemin que personne ne peut suivre en dehors de lui"⁽⁵⁾. Au lieu de se fourvoyer dans une prétendue neutralité de l'école, le professeur ne doit pas oublier que : L'école a pour vocation de forger de futurs citoyens qui savent remettre en cause, comme l'ont fait tous ceux qui ont fait avancer l'humanité ■

► Mohamed El Bachir

[1] Luc Ferry - lettre à ceux qui aiment l'école.

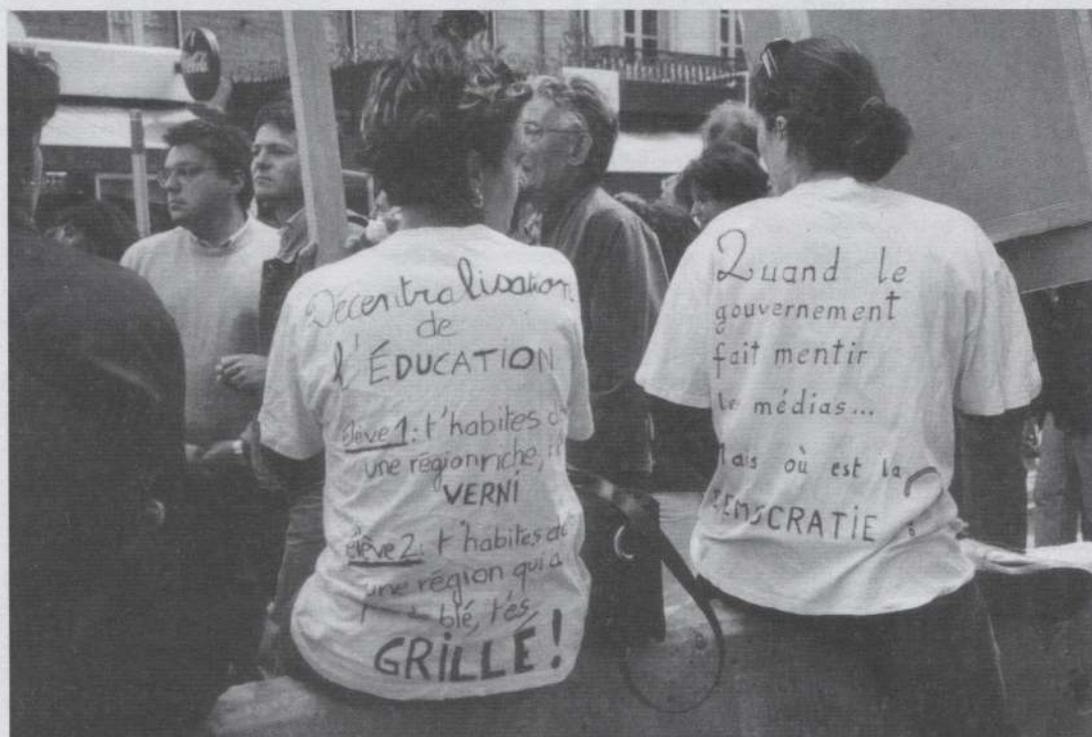
[2] Christian Laval - L'école n'est pas une entreprise.

[3] De la Boétie - Discours de la servitude ordinaire.

[4] André Tosel - Vers l'école désémancipatrice.

[5] Georges Gusdorf - Pourquoi des professeurs ?

[6] Sous la direction de Meharim Ibrahim - Ecole et démocratie. Comité départemental du PCF de Haute-Garonne.



Décentralisation, synonyme de dépendance...

VIVA ZAPATA !

Mouvement de grève

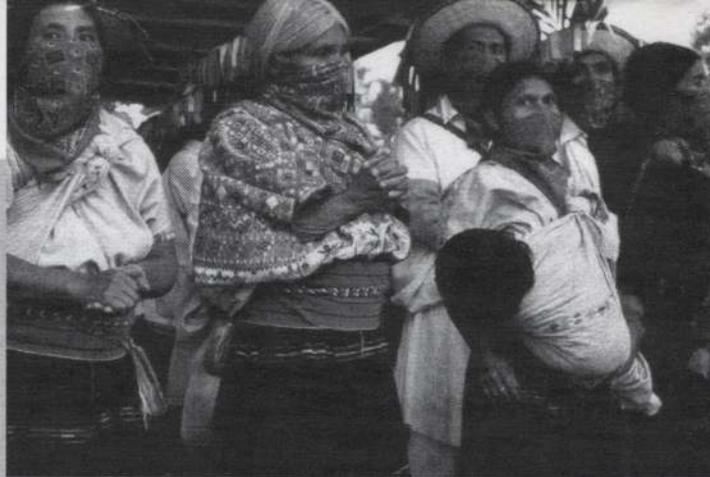
démocratie représentative syndicats et zapatisme

Le mouvement de grève du printemps et les luttes antérieures qui l'ont nourri tout au long de l'année se sont opposés aux réformes libérales du gouvernement Raffarin et ont mis au grand jour les aspects de la mondialisation comme l'Accord Général de Commercialisation des Services piloté par l'O. M. C. Toutes les personnes en lutte ne se sont pas engagées dans ces actions pour contrer le libéralisme mais beaucoup d'entre nous ont agi pour rendre visible et stopper cette stratégie et cette logique libérale du profit aux dépens de l'humain.

La politique très dure de ce gouvernement a été construite par des gens élus qui mettent en avant la légitimité des urnes. Fort de cette reconnaissance électorale le gouvernement analyse les besoins des français, explique au peuple et impose des réformes urgentes et nécessaires pour "la France", comme si ce pays parlait d'une voix derrière ceux qui le représentent. Face à cela, les grévistes étaient nécessairement illégitimes et leur mode d'organisation en assemblée générale de secteur ou d'établissement, en comité de grève n'avait pas de raison d'être. La machine communicante du gouvernement était bien en place pour dénigrer le fonctionnement des gens en lutte. D'autre part, la position des directions syndicales des confédérations (CGT, FO, UNSA, FSU, CFTD, CGC) n'a pas été de soutenir les personnels en lutte en se donnant les moyens (ou en essayant de se les donner) de construire une grève générale même au lendemain du 13 mai quand la mobilisation était la plus forte. Aucune confédération n'a appelé à la grève générale et le positionnement de la FSU, du SGEN et de l'UNSA sur les examens et la décentralisation début juin n'a pas été à la hauteur des revendications et des attentes des personnels en lutte. Ces syndicalistes sont aussi des représen-

tants dont la légitimité sort des urnes professionnelles. Je me souviens d'une réunion inter confédérale des UD de la Haute-Garonne où je venais en tant que membre du comité de grève de l'Éducation Nationale. On nous reprochait notre vision de comité de grève, instance temporaire sans légitimité électorale, qui n'avait pas sa place auprès de pontes syndicaux qui, eux, représentaient des milliers de syndiqués. Ils nous disaient, presque paternellement, qu'ils représentaient des structures qui allaient durer après la grève et qu'ils ne devaient pas se laisser entraîner par la vision tronquée de la lutte d'un comité, parmi tant d'autres, pris dans le feu de l'action.

Nous avons vu ainsi pendant ce mouvement deux conceptions de la politique complètement différentes. D'une part une démocratie représentative fondée sur le principe de délégation et d'autre part une démocratie plus directe où les personnes concernées pouvaient prendre leurs affaires en main. Entre la légitimité électorale du gouvernement et celle des directions syndicales, le parallèle est peut être un peu facile, quoi que... Les adhérents syndicaux, comme les électeurs, se complaisent tacitement ou explicitement à déléguer leur pouvoir de penser et d'agir à des personnes placées au dessus d'eux. Mais ces dernières, une fois en place, rentrent trop vite dans la logique non pas de soutenir les personnels en lutte mais de pérenniser la structure "responsable" qui défend certains travailleurs. Garantir le pouvoir de l'institution que l'on représente ou défend son pré carré d'autorité, devient l'objet de ses responsabilités jadis confiées par un vote. Quand le syndiqué se réveille pour demander le soutien à sa structure, comme en mai dernier, les dirigeants ne sont plus dans le même univers. L'un comme l'autre ont été mal habitués. La relation adhérent/votant - directions syndicales dépolitise le travailleur. Cela génère un manque de débat et d'appropriation des enjeux de sociétés et amènent les adhérents à ne plus être les acteurs de la vie publique et/ou professionnelle. De façon caricaturale, il y a des gens qui



réfléchissent mieux, qui analysent mieux, qui négocient mieux et d'autres sont là pour porter des badges et recevoir le journal du syndicat.

Nous nous retrouvons ainsi avec des syndicats de masse, issus jadis de la lutte et de la culture ouvrière, qui jouent aujourd'hui le rôle de garde fou du mouvement social et qui ne sont pas du tout moteur des luttes. Ils ont joué le jeu du gouvernement dans l'espoir de négocier. En attendant des négociations, ils n'ont pas su être aussi exigeants que les personnels en lutte. Pourquoi ? Parce qu'ils sont devenus des institutions d'amélioration des conditions matérielles et salariales des corporations qu'ils représentent et qu'ils ne sont pas des espaces de construction d'alternatives au libéralisme. Si ce syndicalisme là a apporté des avancées sociales considérables, il n'est plus aujourd'hui un contre-pouvoir, une possibilité de proposer autre chose au capitalisme. Il se bat, tacitement ou explicitement, pour amender le libéralisme. Même si certaines personnes, ou certaines tendances comme l'École Émancipée au sein de la FSU, militent dans ces appareils pour changer les orientations et l'organisation pyramidale, les décalages de conceptions de la politique avec les directions rendent leur travail difficile et les résultats, sur ce mouvement de grève, mitigés.

Si on veut construire des alternatives au libéralisme, il faut sortir de ces schémas et abandonner ce syndicalisme où les directions n'écoutent pas ceux qui luttent, où les individus délèguent leur "pouvoir-faire" à des représentants qui ne sont plus révocables et/ou contrôlables. Il y a un problème de structures qui ne sont plus des outils pertinents, et un problème de conscience politique individuelle et collective du travailleur et du citoyen.

Constater et analyser est plus facile que proposer. Cependant la lutte des zapatistes au Chiapas dans le sud du Mexique nous apporte des pistes intéressantes. Depuis les années 1980 et de façon publique depuis le 1^{er} janvier 1994, les indigènes zapatistes de l'état du Chiapas mènent une lutte pour la reconnaissance de leurs droits en tant qu'indigènes et en tant que mexicains. Pour ce faire certains principes déterminent la nature de la relation entre individus, la relation au pouvoir et les objectifs de la lutte.

Se nourrissant des échecs de la gauche à travers le monde au XX^e siècle, la quête du pouvoir n'a jamais été une préoccupation zapatiste, bien au contraire. Au Mexique comme ailleurs, la prise de pouvoir par des partis se réclamant de gauche n'a jamais permis le changement de société escompté. C'est pourquoi, pour les zapatistes, le combat à mener ne passe pas par le contrôle de l'état. Cela se traduit par une indépendance et une méfiance des partis politiques. Pour ces derniers, prendre le pouvoir ou s'y maintenir met au second plan le projet de société initialement défendu. Celui-ci se réduit telle une peau de chagrin au fur et à mesure que se gravissent les échelles du pouvoir jonchées de compromis. La gestion de la vie publique des communautés zapatistes est basée sur le principe de "Mandar obedeciendo" : Commander en obéissant. Ceux qui doivent assumer des charges publiques sont choisis par la communauté en assemblée. Ils ne sont pas candidats, ils ne proposent pas de programmes, ce sont les débats de l'assemblée qui permettent de déterminer celui qui sera le plus à même de porter la charge collective et celui-ci se doit d'accepter le choix de l'assemblée. Le rôle des dirigeants est de mettre en application les décisions collectives, de

La façon de marcher ensemble est aussi importante que la destination à atteindre

GOOD BYE LENIN !

Anarcho-syndicaliste, le mouvement social ?

**Cette tribune devait être publiée dans l'Humanité,
qui, vous comprendrez pourquoi, y a renoncé.**

contrôler ces applications et d'en rendre compte devant l'assemblée des habitants. Les personnes en charge sont révocables si elles ne respectent pas la parole de l'assemblée. Il ne peut donc y avoir de stratégie de maintien au pouvoir pour son enrichissement personnel ou pour construire une carrière politique et/ou syndicale, par exemple.

D'autre part les zapatistes ont laissé de côté cette conception du "salut socialiste". Le paradis socialiste, atteint après une longue traversée difficile, n'existe pas. Les indigènes rebelles construisent en permanence des relations dignes et des actions cohérentes avec les principes démocratiques de lutte. Dans ce sens là, les relations à maintenir entre ceux qui luttent, les modes de décisions, les moyens en général, sont sur le même plan que les objectifs portés. La façon dont les marcheurs font le chemin ensemble est aussi importante que la destination à atteindre. Un autre aspect fondamental de cette pratique politique est la nécessaire prise en considération de chacun dans le débat. En tant que membre de la communauté, chacun se doit de donner son opinion car personne ne présente son point de vue avec les mêmes nuances. Sans cela, la communauté est incomplète et la décision n'est pas juste. Concrètement, cela se traduit par des heures de palabres mais il y a là le souci de l'implication de tous et de toutes à la décision collective. Inversement cela demande à chaque individu de s'engager à exprimer son opinion et de ne pas se réfugier derrière des orateurs comme nous le voyons dans nos assemblées.

Nous ne sommes pas des paysans mayas, nous ne vivons pas dans un contexte de guerre, mais l'apport politique et humain des zapatistes peut enrichir énormément notre culture politique et nos façons de lutter. Il me semble qu'adapter la culture zapatiste à notre société très urbaine et très individualiste pourrait nous aider à éviter les écueils que nous avons connus pendant le mouvement de grève du printemps ■

> **André Monterot**

Depuis quelques temps, un spectre hante la gauche dirait-on, c'est le spectre de "l'anarcho-syndicalisme". En premier lieu, le PS est consterné par le démontage de son stand par les manifestant(e)s du Larzac. Ici Gilles Lemaire, secrétaire national des Verts, craint "la dérive du mouvement altermondialiste vers l'anarcho-syndicalisme" [Libé, 09-9-03], ailleurs le communiste Patrick Braouzeck "ne désespère pas que José Bové s'investisse sur le plan politique" [AFP, 07-7-03]. La LCR elle-même souhaiterait former un nouveau parti qui serait, annonçait un de ses dirigeants sur le Larzac, "le correspondant naturel" des mouvements sociaux [L'Humanité 11-8-03]. Le problème principal, déplorait-il, c'est que "les animateurs du mouvement ne sont pas à la veille de s'engager dans cette nouvelle formation politique". Mais que se passe-t-il donc ? La "gauche de la rue", celle des grévistes de mai-juin, des syndicalistes, des militant(e)s altermondialistes, des associations de solidarité avec les sans-papiers ou les sans-logis, cette gauche-là semble de plus en plus indifférente – voire carrément hostile – à la perspective d'un futur gouvernement de gauche. A ce cruel divorce, il ne peut y avoir que deux explications. Ou bien ce sont ces centaines de milliers d'opposant(e)s actif(ve)s au libéralisme qui, par manque de maturité n'ont pas compris à quel point une nouvelle gauche plurielle – "vraiment à gauche", il va de soi – était indispensable à leur combat. Ou bien, et c'est ce qui semble le plus évident, nous sommes à nouveau en train d'assister à la mort d'une utopie : celle de

la social-démocratie. Certes, la social-démocratie, telle qu'incarner dans les partis PS, PCF, Verts, etc. n'est pas morte, loin de là. Mais l'idée social-démocrate, celle d'un capitalisme à visage humain équilibré dans le statu quo entre salarié(e)s et patron(ne)s, cette idée semble, elle, bel et bien dépassée. D'une part le patronat, dont en France le Medef est l'avant-garde, n'a plus que faire des statu quo et poursuit son projet d'une société intégralement livrée à la loi du marché. D'autre part la gauche elle-même, en ôtant à l'État ses capacités de régulation (avec le Pacte de stabilité budgétaire, la privatisation des services publics, l'indépendance de la Banque Centrale Européenne...), a sapé le socle même de son projet réformiste. Cette évolution rend dérisoires les appels du pied en direction du mouvement social, pour qu'enfin ses militant(e)s les plus en vue se décident à "prendre leurs responsabilités" en se présentant aux élections.

Ces incessantes sollicitations nient implicitement l'action politique menée de facto par les mouvements sociaux, et leur capacité à se réap-

roprier le politique hors du champs institutionnel. Alors, le mouvement social est-il dans une logique "anarcho-syndicaliste" ? Et si oui faut-il s'en plaindre ? Disons que pour une bonne part, il est au milieu du gué. Si pour beaucoup, il devient évident que la résistance au libéralisme la plus efficace est une opposition extraparlamentaire, sur le terrain des luttes sociales, la question d'un projet de société alternatif – qui est l'autre "mamelle" de l'anarcho-syndicalisme – reste, elle, en suspend. Et c'est effectivement l'enjeu de demain, qui cristallisera toutes les attentions au fur et à mesure qu'il se précisera : que les pratiques sociales de la gauche de la rue (grèves, actions radicales, assemblées générales...) s'articulent à un projet de société en rupture avec le capitalisme.

Si la gauche de la rue reste muette sur le projet de société, elle se contentera, sur le plan politique, d'être la spectatrice désabusée d'une gauche gouvernementale qui, comme en 1981, comme en 1997, comme avec Lula au Brésil, la conduira à l'im-passe ■

> **Édith Soboul**

(secrétariat national d'Alternative Libertaire)



L'idée social-démocrate est, elle, bel et bien dépassée

GOOD BYE BAKOUNIN ?

Vers une alternative...

... sociale démocrate ?

Les maîtres de la société, détenteurs du capital, politiques de droite comme de gauche, dirigeants d'entreprises ou de syndicats, sont bien conscients que, au moins dans notre partie du monde, leurs opposants les plus résolus et radicaux sont avant tout des humanistes dont ils n'ont plus grand chose à redouter (ni pour leur personne, ni pour leur situation, ni pour leurs biens).

À partir de là comment, sinon changer le monde, du moins ne pas se faire broyer, quand le seul "dialogue social" possible (celui auquel les pouvoirs acculent les citoyens) est l'insurrection, mais que personne ne peut accepter les "extrémités" auxquelles ces situations conduisent...

Cette question qui est pourtant une cause du désarroi politique du "peuple de gauche" au moins aussi importante que l'assassinat des utopies socialistes par la Russie soviétique ou la récitation par les partis sociaux-démocrates de la vulgate néo-libérale, est resté le sujet tabou de l'extrême gauche. Ce qui n'empêche pas d'avoir aujourd'hui une réponse sous les yeux.

Le rejet salutaire d'une violence révolutionnaire longtemps mythifiée, les idéaux malmenés par les combats perdus, la lassitude de voir l'horizon reculer dans une société marchande toujours plus puissante, la volonté de participer enfin aux prises de décisions sans attendre d'hypothétiques lendemains chantants, mais aussi le désir narcissique de voir justifiées par la reconnaissance médiatique des années d'humble bénévolat ont amené nombre d'organisations, de militants de tous horizons (y compris de nos propres rangs !) à se donner l'illusion d'une participation plus efficace, parce que plus visible, aux débats et à l'action politiques en

se pliant, sans rien renier apparemment de leurs idéaux, aux rites de cette démocratie de marché qui est la notre.

Le Grand Soir... électoral

Pensent-ils pour autant que le changement de société passe, grâce aux élections, par un changement de majorité politique ? Que les seules perspectives encore possibles, sont les perspectives électorales ? Quoi qu'il en soit, ils ne seront pas les premiers, malgré leurs protestations de bonne foi, à s'être peu à peu laissés séduire. Vécu comme un remède à l'impuissance et au désenchantement, ce ralliement de militants "radicaux" à l'orthodoxie électorale se heurtera bientôt aux limites tout aussi décevantes des réalités de l'exercice démocratique au sein d'une société contrôlée par l'argent. Convaincus pourtant que, si une alternative doit prendre forme, elle ne peut pas exister dans le cadre institutionnel existant, s'ils ne prétendent pas (pas encore...?) pouvoir

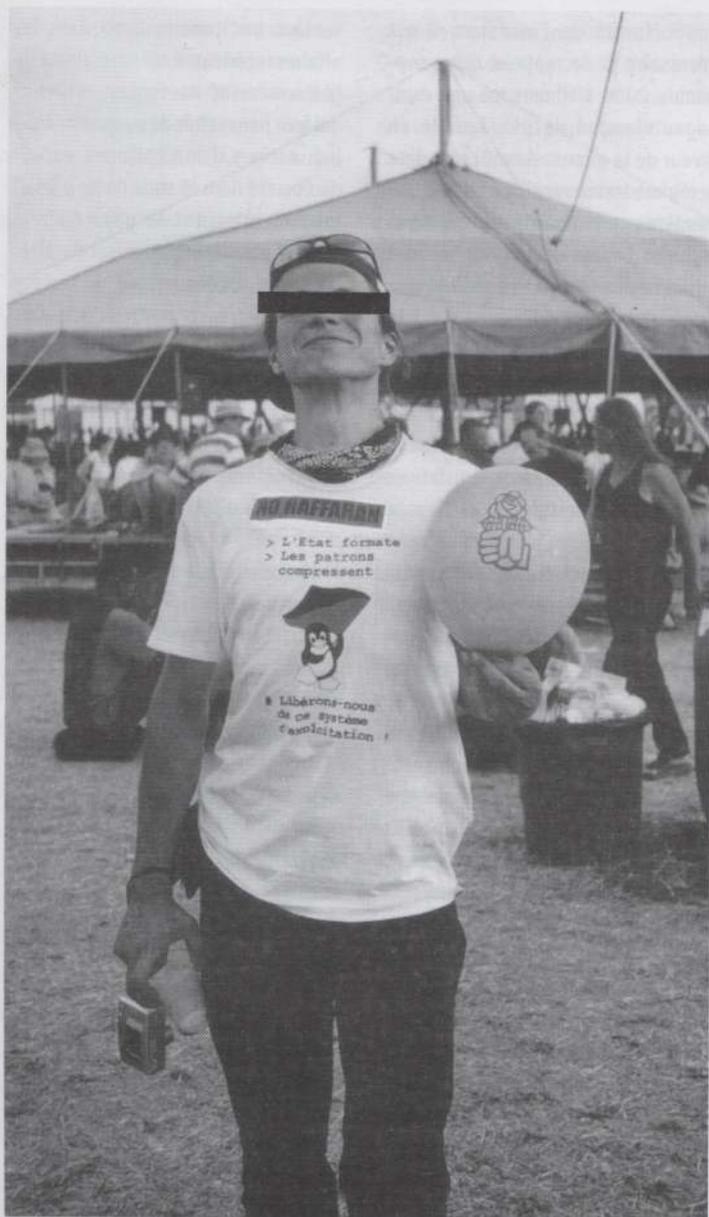
changer le cadre "de l'intérieur", ils disent pouvoir le faire évoluer, ou sinon résister. Ce discours nous l'avons déjà entendu dans d'autres bouches... Malgré une critique virulente des 20 ans de gestion ultralibérale de la société par les partis sociaux-démocrates, des reniements et trahisons qu'elles représentent, personne ne pousse l'analyse jusqu'à la mise en relation des pratiques hypocrites, des renoncements et des échecs des gauches de gouvernement (le gouvernement Lula compris) avec le mode d'arrivée au pouvoir et l'acceptation qu'il suppose de la gestion "démocratique" de nos sociétés libérales capitalistes (donc l'acceptation, à terme, de celles-ci) et la soumission obligée aux vraies puissances.

L'alternative politique, à supposer qu'on la souhaite vraiment, ne peut pas venir d'une alternance dans ce cadre (sans même parler de la majorité électorale écrasante nécessaire aux modifications institutionnelles par la voie "légale") mais d'une rupture.

Mais, de même, personne n'ose plus évoquer les conditions de cette rupture nécessaire et, derrière les effets de manche et la réaffirmation des grands principes, tout laisse supposer un renoncement à la voie révolutionnaire et une acceptation, peut-être résignée, mais toujours non formulée de la voie sociale-démocrate (qui se traduit par une intégration dans le "circuit marchand" de la démocratie ordinaire). Il suffit pour s'en convaincre de regarder l'agitation gourmande qui saisit organisations à "gauche de la gauche" et individus alternatifs à l'approche des élections, et qui, régulièrement, réduit à néant en quelques jours tout projet en construction.

Ce que sous-entend de manière constante le discours des membres de cette gauche alternative, c'est qu'il suffirait de remplacer les hommes qui accaparent les leviers de commande par d'autres, plus sincères, plus généreux, et surtout plus volontaires. La différence de "qualité" des hommes auxquels le pouvoir est délégué, au sein des institutions existantes, serait

ce sont les patrons qui l'ont abandonnée



le moyen de transformation de nos sociétés... C'est ce même discours qui sert d'argument publicitaire au politicien en campagne ! Le mythique "Grand Soir" préparé dans de sombres arrières-salles a peu à peu cédé sa place à la "Grande Soirée" électorale sous les projecteurs, plus valorisante pour l'égo du militant...

La carpe et le lapin

Pour pallier cet insoluble dilemme, exister dans le système, accepter même d'y participer (c'est à dire participer à sa justification) tout en prétendant souhaiter et préparer un changement social radical, certains

ont cru devoir élaborer de nouveaux "concepts" politiques, oxymorons séduisants cachant difficilement leur vraie nature de sophismes. La bonne conscience y trouve sûrement son compte. Association idéale de la carpe endormie dans la vase institutionnelle et du lapin courant le pré en friche, voici la "sociale-démocratie libertaire", appelée ailleurs "sociale-démocratie radicale" quand d'autres (et parfois les mêmes) parlent d' "utopie raisonnable". Ce qui n'est pas dit, c'est comment cette radicalité, qui reste à définir, peut se manifester concrètement au sein d'une démocratie bourgeoise mondialisée. De quels leviers dispo-

sera-t-elle, et pour agir sur quoi ? Les pouvoirs économiques la laisseront-elle seulement s'exprimer ? La construction d'une utopie même réduite à ses aspects raisonnables est-elle tout simplement envisageable sans mettre à mal le système marchand ? Propose-t-elle autre chose qu'une gestion plus généreuse de la société capitaliste, ce qui est déjà l'antienne des sociaux-démocrates ? S'agit-il de la énième proposition de civiliser le capitalisme ?

Assigner à l'utopie des objectifs raisonnables, c'est pratiquer une censure préalable quand les seuls moteurs des transformations sociales ont toujours été les tentatives d'atteindre, au moyen de luttes sociales, des objectifs déraisonnables...

Mais peut-être cette "utopie raisonnable" ne désigne-t-elle tout bonnement que ce vers quoi nous nous dirigeons déjà, avec l'alliance complice (la complicité est peut-être involontaire, elle n'en existe pas moins) d'une certaine nouvelle "gauche morale" et des tenants d'une société ultralibérale. L' "utopie raisonnable" ne consiste-t-elle pas à entériner la séparation du politique, de l'économique et du social, limitant le politique au "sociétal" (avec toute liberté laissée aux utopistes de s'exprimer en matière de libertés individuelles, institutions etc.) et réservant à l'économie et au social le raisonnable, c'est à dire leur abandon définitif à la sphère privée et à la bonne volonté citoyenne.

Et alors ?

Alors, une fois de plus, le grand oublié de cette dérive politique, encore que tout le monde s'en réclame de manière

incantatoire, ce sont les luttes sociales, et toute la dynamique de construction de rapports sociaux "alternatifs" et de conscience collective qu'elles portent en germe. C'est ce qui a fait l'histoire du mouvement ouvrier et sur quoi se sont bâties toutes les conquêtes et transformations sociales. Tout cela a disparu, balayé avec la classe ouvrière de nos parents.

Paralysés par le respect des dogmes, soucieux avant tout de leurs intérêts d'appareils intégrés ou en voie d'intégration dans la société, syndicats et mouvements politiques "radicaux" campant sur leurs rituels obsolètes, pour n'avoir pas su accompagner les évolutions de la société et proposer ou comprendre d'autres formes de luttes, n'assurent plus leur survie qu'en pratiquant la fuite en avant dans... une intégration encore plus forte !

Nous savons pourtant tous que la transformation sociale ne viendra, comme toujours, que des luttes menées non pas avec, mais contre les institutions ■

> Ravachefolle



La question reste celle de la fixation de la valeur

BUSH TRUE !

Noam Chomsky

L'Amérique qui nous parle

"Plus une société devient libre, plus il est difficile d'utiliser la force, plus il faut déployer de l'énergie pour contrôler les comportements et les opinions".

Démonstration par l'auteur de cette sentence, Noam Chomsky, interviewé par Atilio A. Boron pour Radio Del Plata, Buenos Aires, en avril 2003.

Toute ressemblance avec des politiques pratiquées sous nos cieux risque de n'être pas fortuite.

● **Atilio A. Boron : Si on examine les politiques récentes des USA concernant l'Irak, quels sont selon vous les véritables objectifs de cette guerre ?**

Noam Chomsky : Bien, nous pouvons être au moins complètement assurés d'une chose, c'est que les raisons qui ont été avancées ne sont pas les "véritables" raisons. Nous le savons parce qu'elles sont pleines de contradictions. Un jour Bush et Powell affirment que l'unique problème est de savoir si l'Irak désarme ou non. Le jour suivant ils disent que le désarmement de l'Irak importe peu puisque de toute façon, ils envahiront. Peu après, ils disent que si Saddam et son entourage quittent l'Irak, alors le problème sera résolu. Et le jour suivant, au sommet des Açores, quand ils lancent leur ultimatum aux Nations Unies, ils disent que même si Saddam et sa bande sortent d'Irak, ils envahiront de tout façon. Et ils ont continué comme ça tout le temps. Quand des propositions contradictoires étaient faites en réponse à leurs propos, la seule chose qu'ils trouvaient à dire était : "Nous ne croyons pas un mot de ce qu'il dit". Nous pouvons donc rejeter les dites "raisons officielles" de

l'invasion. Je crois que les véritables motifs ne sont ni obscurs ni difficiles à comprendre. En premier lieu, il existe depuis longtemps un intérêt pour cette zone. Ceci n'explique pas le moment choisi pour l'invasion mais nous éclaire définitivement sur les intérêts fondamentaux qui la motivent. Je fais référence au fait que l'Irak possède la seconde réserve de pétrole du monde et, en ce sens, contrôler le pétrole irakien et, de surcroît, établir des bases militaires nord américaines en Irak, placeraient les Etats Unis dans une position plus forte qu'aujourd'hui pour dominer le système énergétique international. Ceci est en soi extrêmement important en vue du leadership mondial et l'accumulation de profits qui dérivera d'une telle domination. (...) Contrôler l'approvisionnement mondial du pétrole a toujours été l'axe directif de la politique des Etats-unis depuis la seconde guerre mondiale, et sous cet angle l'Irak est essentiel. De sorte qu'il y a là depuis longtemps un intérêt majeur.

Cependant cela n'explique pas le choix de ce moment pour l'invasion. Si nous voulons comprendre le moment, ou

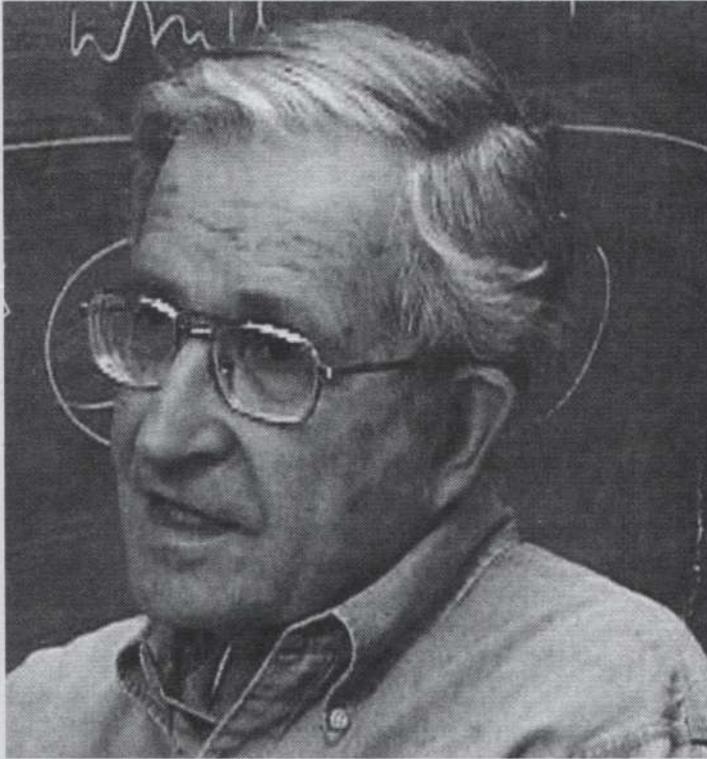
l'opportunité de l'invasion, il est nécessaire de se rappeler qu'en septembre 2002 a commencé une campagne massive de propagande en faveur de la guerre. Avant cette date le régime irakien était critiqué d'une manière acerbe mais il n'y avait pas le projet de développer dans la population nord américaine une fibre belliciste. C'est pour cela que nous devons nous interroger sur ce qu'il est advenu de plus en septembre 2002. Deux choses importantes ont eu lieu :

La première fut l'ouverture de la campagne pour les élections législatives de mi-mandat présidentiel de George W. Bush. Karl Rove, son chef de campagne, expliqua clairement ce qui devait être oublié par tout le monde : il ne serait pas possible pour les Républicains d'entrer en campagne avec un programme tournant autour de thèmes économiques et sociaux. L'administration Bush avait mené une politique absolument préjudiciable à la majeure partie de la population et favorable seulement à un petit groupe de grandes entreprises et aux secteurs corrompus les plus proches du pouvoir. C'était suffisant pour ne pouvoir affronter l'électorat avec des propositions économiques et sociales. Aussi comme Rove l'a dit, si nous pouvions faire de la sécurité nationale le thème prioritaire de la campagne alors nous serions en capacité de gagner parce que les gens comme vous le savez s'agglutinent autour du pouvoir s'ils se sentent menacés. Et cette conviction est devenue "une seconde nature" chez les actuels dirigeants nord américains. Ces gens ont dirigé le pays depuis les années quatre vingt avec un programme de politique intérieure très anti-populaire, mais sont toujours disposés à presser le bouton de la panique de masse. Les exemples varient - les menaces peuvent être le Nicaragua, Grenade, le crime, l'insécurité urbaine, etc. - mais toujours elles provoquent l'anxiété de la population nord américaine. Rove annonça aussi qu'une stratégie semblable serait nécessaire pour la future élection présidentielle. Tous ceux qui auparavant ont agi ainsi l'ont fait non seulement pour conserver leur poste mais en

voulant institutionnaliser, dans les affaires intérieures, un programme de gouvernement hautement régressif qui leur permettait de supprimer tous les vestiges d'une politique social-démocrate dans le style du New Deal, en convertissant le pays en une société non démocratique et passive, contrôlée totalement par un secteur capitaliste très concentré et puissant. Ce qui impliquait par exemple de revenir sur les acquis publics dans la santé, sécurité sociale, probablement l'éducation et dans le même temps aller vers une énorme augmentation du pouvoir d'Etat. Ces groupes dominants ne sont pas, pour le budget fédéral, des conservateurs au sens traditionnel, ils amènent le pays à contracter un déficit fiscal énorme grâce à la plus grande augmentation du budget fédéral des 20 dernières années et les fabuleuses réductions d'impôts en faveur des riches et c'est cela qu'ils cherchent précisément à institutionnaliser dans leur projet : un désastre fiscal qui rende impossible le financement des mesures sociales. Ils savent qu'ils ne peuvent affronter une élection en déclarant qu'ils cherchent à détruire les programmes d'aide à la population, mais qu'ils peuvent lever les mains au ciel de désespoir et déclarer "Que pouvons nous faire si nous n'avons pas d'argent?", après s'être assurés les moyens pour les grandes réductions d'impôts consenties aux riches et les forts investissements dans les dépenses militaires (incluant les industries de "haute technologie") et autres programmes en faveur des grandes entreprises. Cette campagne médiatique, commencée en septembre 2002, convainquit rapidement la plus grande partie de la population que l'Irak représen-

Bono chanteur du groupe U2 l'a surnommé "rebelle sans pause". Sur tous les fronts depuis la guerre du Vietnam jusqu'à Porto Alegre, Chomsky, 75 ans, libertaire américain, est prof. au MIT de Boston. Il a écrit plus de 70 livres et publié plus de 1000 articles. Il publie "De la propagande", un recueil d'entretiens accordés au journaliste David Barsamian.

Un désastre fiscal qui rende impossible le financement des mesures sociales



taît une menace pour la sécurité des Etats-Unis et que ce pays était responsable des attentats du 11 septembre. Certes il n'existait pas le moindre grain de vérité dans tout cela, mais pour l'heure la majorité de la population croyait en de telles histoires et cette attitude déboucha sur un fort mouvement en faveur de la guerre, ce qui est bien compréhensible. Si les gens croient qu'il y a un ennemi qui veut les détruire et qu'ils vont être attaqués, il est probable qu'ils accepteront de faire la guerre. (...) Ces croyances étaient propres aux USA, je veux dire que personne dans le monde ne croyait dans des histoires pareilles. Il y a pas mal de gens au Koweït ou en Iran qui haïssaient Saddam Hussein, mais ils ne le craignaient pas, parce qu'ils savaient que son pays était le plus affaibli de la région. De toute manière, la campagne médiatique gouvernementale a fonctionné brillamment, en terrorisant la population jusqu'à lui faire accepter la guerre alors qu'avant il existait une forte opposition à l'option belliciste.

Pour finir il y a un autre facteur, en septembre de 2002 le gouvernement a annoncé la nouvelle stratégie de sécurité nationale. Celle-ci n'est pas

sans précédent dans ses contenus, mais elle l'est en tant que formulation officielle de la politique de l'Etat. Il a été annoncé que les USA se devaient de détruire le système de droit international dans sa totalité, la fin de la charte des Nations Unies, et que les USA mèneraient une guerre d'agression - qu'ils appellent "préventive" - là et quand ça leur paraîtrait opportun et qu'ils gouverneraient le monde par la force. Et en plus, nous serions sûrs qu'il n'existerait aucune opposition à notre domination, parce que nous avons une telle supériorité en matériel militaire que nous anéantirions quiconque tenterait de défier notre suprématie. Comme on peut l'imaginer, cette déclaration fit passer un frisson sur le monde et un tremblement d'effroi à l'élite diplomatique nord américaine. De pareilles choses avaient été entendues dans le passé mais jamais elles n'avaient été formulées comme la politique officielle des Etats-Unis. Je suppose qu'il faudrait que nous remontions jusqu'à Hitler pour trouver une analogie à cette situation. Maintenant, quand quelqu'un propose de nouvelles règles et de nouvelles politiques pour les relations internationales, il faut qu'il les illustre, il faut qu'il soit sûr qu'on

a compris ce qu'il a dit. En plus il doit y avoir ce qu'un historien de Harvard a appelé une "guerre exemplaire", une guerre modèle, qui démontre que l'on fera ce qu'on a dit. Pour cela il est nécessaire de disposer d'une cible ou d'une victime appropriée, et celle-ci doit réunir divers attributs. En premier lieu, il doit s'agir d'un objectif complètement sans défense. Personne ne choisirait une cible capable de se défendre, ce serait imprudent. L'Irak remplissait cette condition d'une manière exemplaire; il était devenu le pays de la région le plus faible et il était dévasté par les sanctions prises à son encontre et complètement désarmé. De plus les Etats Unis avaient scruté chaque pouce du territoire irakien depuis les satellites, avaient effectué des survols d'espionnage plus récemment avec des U 2. Alors oui l'Irak est extrêmement faible et satisfait la première condition. En second, il doit s'agir d'un objectif important et valable. Cela manquerait de sens d'envahir le Burundi, par exemple; la cible doit être un pays qui, par ses ressources et ses richesses, vaut la peine d'être dominé. L'Irak satisfait aussi cette deuxième condition. (...) Nous avons le pouvoir et nous déclarons que notre objectif est la domination par la force et qu'aucun défi à notre domination ne sera toléré. Nous avons ainsi démontré que nous sommes prêts pour le suivant.

● **Atilio A. Boron: Maintenant, si nous sommes d'accord avec votre analyse, quel régime sera le prochain objectif ? Car je retire de ce que vous avez dit que les USA ne s'en tiendront pas à l'Irak, n'est-ce pas ?**

Noam Chomsky : Non ils ne s'en tiendront pas là. Ils en ont besoin pour la prochaine élection présidentielle, et à cause de cela ils poursuivront leurs aventures belliqueuses. Durant ces douze premières années de gouvernement (1980-1992) c'est ce qui s'est passé et ainsi c'est ce qui se passera jusqu'à ce qu'ils réussissent à institutionnaliser les politiques intérieures déjà décrites et à disposer d'un système international correspondant à leurs plans. De sorte que l'on peut

se demander quelle est la prochaine cible ? Le prochain objectif doit réunir des conditions similaires à celles mentionnées précédemment. Il doit être de valeur suffisante et sans défense pour être attaqué.

Il existe plusieurs options. La Syrie est une possibilité. Israël serait ravi de participer. Israël est un tout petit pays mais du point de vue puissance c'est une véritable base militaire "off shore" des USA, de telle sorte qu'il détient une force militaire énorme avec des centaines d'armes nucléaires (et probablement certains types d'armes chimiques et biologiques). Ses forces aériennes et terrestres sont plus importantes et plus avancées que tous ceux des pays qui forment l'OTAN, et les Etats-Unis sont derrière tout cet énorme appareil militaire. C'est pourquoi la Syrie est une possibilité. L'Iran est une autre option bien que plus difficile parce que c'est un pays difficile à dominer et à contrôler. Cependant il existe une raison de croire que depuis un an ou deux la voie du démantèlement de l'Iran est en marche, pour le fracturer en groupes irréconciliables. Ces opérations sont orchestrées depuis les bases nord américaines des provinces orientales de Turquie, de là sont partis également les vols de reconnaissance et d'espionnage sur la frontière iranienne. De sorte qu'il y a là une autre possibilité. La troisième possibilité qui ne peut être considérée à la légère est la région Andine. Il s'agit d'une zone qui possède de grandes ressources et qui sont hors contrôle dans des pays comme la Colombie, le Venezuela et probablement l'Equateur. Il existe des bases militaires tout autour de la zone, et les forces des USA sont installées là. Le contrôle de l'Amérique latine est extrêmement important, évidemment, surtout après les événements récents au Venezuela, en Colombie, Equateur, Brésil et Bolivie. Il est clair que la domination des USA est menacée et ceci ne peut être toléré, en particulier dans une région aussi proche et essentielle par la richesse de ses ressources ■

... suite et fin n° 40

En plus il doit y avoir... une "guerre exemplaire"

LE PRÉCIPICE POLITIQUE OU L'AUTOGESTION

LA BOLIVIE

à la croisée des chemins

Voici la position de Quilombo Libertario sur l'insurrection populaire, en Bolivie.

Les événements en Bolivie ont lieu dans un contexte d'émergence de nouveaux acteurs sociaux et de réveil indigène : les petits commerçants, les paysans, cultivateurs de coca ou non, sont les nouvelles forces vives. Lors des Journées Anarchistes de Porto Alegre 2001, nous avons analysé le fait que - dans les années à venir - les conflits sociaux en Bolivie naîtraient des oppositions d'intérêts entre indigènes et paysans, et les concessions du gaz. Ce moment est arrivé.

Ces événements sont issus d'une série de conflits sectoriels dans diverses régions du pays; sans doute l'étincelle est due à une grève de la faim des indigènes et des paysans du Haut Plateau, qui exigeaient la libération d'un dirigeant détenu, pendant que dans d'autres endroits du pays, plusieurs conflits étaient en cours. L'arrogance du gouvernement, et la violence à laquelle il était prêt à recourir étaient telles que, alors que ce dirigeant était mis en liberté et les indigènes retournaient chez eux, il donna l'ordre à l'armée de mettre à feu et à sang la communauté de Warisata. Il est important de savoir que Warisata est une communauté avec une tradition d'autogestion extraordinaire, commencée avec un modèle d'éducation autogérée dans les années 30. À partir de ce moment le durcissement et l'extension de la contestation va connaître, de façon inévitable, une croissance exponentielle. Il est curieux que tout cela ait eu lieu alors que les dirigeants indigènes de l'Altiplano (Mallku et son opposant Loayza) étaient sévèrement mis en cause par leurs bases, à cause de tractations au sujet du paiement de l'électricité dans les communautés et

d'autres faits de corruption. La même chose arrivait à Evo Morales (leader des paysans cultivateurs de coca), qui était en passe de perdre la direction des fédérations de paysans du Chapare, son bastion. Un mois auparavant, Morales avait évité qu'au sein de son parti (MAS - mouvement vers le socialisme) la rupture entre les secteurs indigènes qui avaient accepté de s'y intégrer et les hauts dirigeants paysans du parti ne soit consommée, risque de rupture qui ne s'est pas dissipé et demeure latent. En fait, les députés indigènes du MAS avaient annoncé la division du parti et leur retour devant la base. Au milieu de cette confusion, le massacre de Warisata a donné de l'oxygène aux dirigeants contestés et tous ont pu se renforcer face à l'opinion publique. La situation est devenue intenable pour les partis politiques, des pans entiers de la société, et non plus seulement les groupements, institutions, etc. manifestant dans les rues. Ceci a été mis à profit par la direction de la COB (Centrale ouvrière bolivienne), autrefois puissante, qui a lancé un appel à l'ensemble des secteurs alors que tous avaient déjà pris la décision de se mobiliser en solidarité avec les victimes, et exiger la démission du Président Losada. Ceci a montré clairement que les bases avaient dépassé leurs dirigeants.

Pour l'instant les revendications sectorielles ont été mises de côté et les mots d'ordre réduits à deux :

- Le gaz appartient aux Boliviens
- Démission immédiate du Président

La ville d'El Alto (où nos compagnons ont une présence militante active), située à 1000 m. au-dessus de La Paz, a entamé une marche et s'est soulevée,

exigeant la démission. Elle a subi un massacre. De ce moment, le conflit s'est généralisé, avec des grèves de la faim initiées par des personnes issues des classes moyennes, du clergé, des employés et des étudiants, formant des piquets dans tout le pays. Ce qui évoque 1978, quand des femmes de mineurs ont débuté une grève de la faim qui s'est généralisée et a fini par faire tomber le dictateur Banzer. À cela s'ajoute le 34^e anniversaire de la 2^e nationalisation du pétrole et du gaz qui étaient détenus par la Gulf Oil (la première eut lieu en 1937, contre la Standard Oil, après la guerre du Chaco), après une lutte menée par l'un des combattants sociaux les plus admirés de Bolivie : Marcelo Quiroga Santa Cruz, assassiné lors du coup d'Etat de García Mesa.

Malgré 70% de la population dans les rues, on peut seulement parler d'une vraie rébellion populaire à caractère insurrectionnel, sans projet social, ni possibilité de se transformer, non plus, en une vraie révolution. De leur côté, les dirigeants re-oxygénés de l'opposition politique ont repris l'offensive, avec l'exigence de leur sainte trinité :

- Assemblée Constituante
- Référendum au sujet du gaz
- Modification de la Loi des hydrocarbures

Concernant ces points, notre position comme anarchistes est la suivante :

- Malgré nos divergences avec leurs dirigeants, nous avons décidé du "consensus maximal" avec toutes les forces sociales et politiques populaires et d'opposition.
- Accepter l'Assemblée Constituante mais basée sur le modèle participatif et horizontal de la COB du temps de sa fondation, quand tous les secteurs

et citoyens y avaient leur place. Celle-ci doit servir d'espace utile au développement des forces sociales, de l'expérience politique; être un lieu de prises de positions et de débats dans le contexte national, régional et international, avec comme but développer un processus d'autogestion de l'économie et des ressources naturelles. Cependant, ce n'est pas la première expérience de ce genre que le peuple bolivien a vécue et il est possible que cette Constituante devienne un espace hautement conflictuel, comme en 1971 (les éléments réactionnaires et patronaux bloquèrent toutes les initiatives); la Constituante peut ainsi déboucher sur des aventures totalitaires ou dictatoriales. Quant au référendum sur le gaz, celui-ci ne poursuit qu'un but politique :

- Il faut continuer à travailler afin d'éviter que "nationaliser" le gaz, ne signifie "étatiser" le gaz.
- Le gaz et toutes les ressources naturelles doivent être autogérés, permettant la participation de tous dans la définition de politiques générales, des priorités dont doivent bénéficier les communautés indigènes, dont les territoires ancestraux contiennent ces ressources.

Nous considérons comme importante la création d'un réseau de communication des et pour les milieux populaires (à l'exemple des radios minières en leur temps, dirigées par notre camarade Liber Forti) qui puisse informer, appuyer les initiatives d'éducation populaire, créer des instances de débats et de discussions publics.

Quant à la Loi des hydrocarbures, il n'y a pas de doute qu'elle est faite au bénéfice exclusif des pétroliers et des grands propriétaires fonciers et au mépris des droits et titres des communautés indigènes, ce qui fait que, plutôt que la modifier, il faut l'éliminer. Une nouvelle loi est à construire.

Nous écrivons ce compte-rendu, tandis que Losada est en train de préparer son départ, et qu'à La Paz 100 000 personnes débattent de la poursuite du mouvement, dans une assemblée ouverte ■

► Quilombo Libertario
[traduction a-infos]



Rébellion à caractère insurrectionnel

LIBER... TERRE

La journée a défilé comme toutes les autres,

sur un rythme de travail effréné, cela faisait longtemps qu'on ne parlait plus d'allègement, je l'ai dit, dans le bureau, personne ne bronchait. Mais j'avais les doigts qui tremblaient légèrement et le coeur tapait fort dans sa cage, à coups sourds, fébriles, peut-être avait-il peur, mon coeur, qu'au dernier moment je le trahisse. Avec ma voisine je n'avais pas échangé trois mots, je voyais seulement, de temps à autre, à travers le brouillard de l'attente, deux yeux me fixer quelques secondes, devenir nets dans un champ sans profondeur, s'estomper à nouveau. Je sentais la sueur perler autour de ma bouche. Quelques

minutes avant la fin, j'ai fermé mon dossier, et j'ai cliqué sur le site. J'ai fait sauter les codes les uns après les autres, il fallait faire vite, j'ai balancé supprimer tout, j'avais les yeux écarquillés, la fille à côté de moi avait le regard suspendu à l'écran, j'ai pensé, elle aussi... J'ai pensé : avec un peu de chance, dans les autres bureaux... j'ai pensé : nous savons tous ce qu'il y a à faire, le ferons-nous ? Alors nous sommes descendus, et sans un mot nous nous sommes retrouvés dans la rue, il y régnait une tension inhabituelle, la détermination avait remplacé l'agacement et la fatigue, j'avais rendez-vous chez un ami près de la

zone interdite, je lui ai demandé si elle savait où aller, elle m'a fait oui d'un signe de tête, le réseau fourmière était en place, plus question de se faire massacrer en beauté comme cela s'était produit au cours des ultimes manifestations, nous étions invisibles et mobiles. Aux carrefours la télésurveillance ne fonctionnait plus. Je m'en suis rendu compte un peu plus tard, les contrôles d'identité par fichier ordinateur affichaient inconnu au réseau, RAS, j'avais fait du bon travail. Je n'avais la perception que de mon propre déplacement, j'espérais seulement qu'il y aurait une convergence, je ne savais rien d'autre

que ce qui se produisait pour moi-même, et malgré les signes d'actions de neutralisation des différents réseaux de surveillance, je n'avais aucune idée de l'ampleur du mouvement. C'était comme un immense rendez-vous dont on ignorait l'heure et le lieu, mais vers lequel chacun se dirigeait. J'ai frappé, le copain m'a ouvert, et j'ai retrouvé la teneur du silence, dans un coin l'ordinateur brillait, il faisait état de nouvelles alarmantes, il causait, il causait, il n'avait jamais été aussi bavard.

... suite et fin n° 40 > Valmat

LIBRES LIVRES

Le garrot pour deux innocents

Carlos FONSECA

Traduit par Alain Pecunia
Editions CNT

Aux États-Unis, après sept ans de prison, de recours juridiques et d'appels à la solidarité, Sacco et Vanzetti furent exécutés la nuit du 23 août 1927. Accusés d'un vol (avec deux morts) qu'ils n'avaient pas commis, ils furent déclarés coupables et exécutés parce qu'ils étaient anarchistes. Cinquante plus tard leur innocence fut publiquement reconnue.

Dans l'Espagne de la dictature franquiste, les jeunes anarchistes Francisco Granado et Joaquín Delgado furent accusés de deux attentats qu'ils n'avaient pas commis, déclarés coupables par la "justice" franquiste et exécutés le 16 août 1963.

Un film documentaire, puis un livre ("Garrote vil para dos inocentes")



publié en Espagne en 1998, apportent les preuves irréfutables de leur innocence, du parti pris de l'accusation contre les deux anarcho-sindicalistes et l'arbitraire de la "justice". La CNT-RP par devoir de mémoire, de justice, afin que l'affaire Granado et Delgado ne soit pas enterrée, vient d'éditer dans sa version française "Le garrot pour deux innocents" de Carlos Fonseca.

> Bibass

CNT- RP 33 rue des Vignoles,
75020 Paris.

Pour contacter le groupe de soutien
"Grupo pro revisión del proceso
Granado - Delgado"

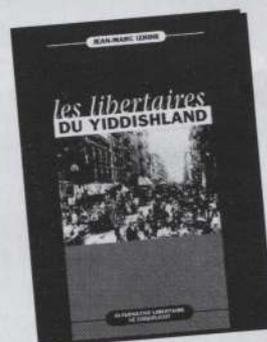
Octavio Alberola 4, rue de l'Atlas,
75019-PARIS - oalberola@noos.fr
Antonio Martín 6, rue G. Pompidou,
93260-Les Lilas - bosch1@wanadoo.fr

Les libertaires du Yiddishland

Jean-Marc Izrine

Pour celles et ceux qui n'ont pas encore lu ou offert l'ouvrage de Jean-Marc Izrine, les éditions du Coquelicot et de l'Alternative Libertaire ont décidé de le rééditer.

Cet ouvrage n'a pas seulement comme but de témoigner pour la mémoire, il participe également de la lutte contre



l'antisémitisme en anéantissant le préjugé, toujours aussi vivace, du juif se confondant avec les classes dominantes. Le tout abondamment illustré d'une cinquantaine de photos des figures de ce courant aujourd'hui disparu, de "unes" des différents titres de la presse yiddish libertaire mais aussi de gravures témoignant des conditions de travail et d'exploitation dans les "ateliers de la sueur".

Pour le recevoir : Le Coquelicot
BP 4078 31029 Toulouse Cedex 4.
Prix : 11 € port compris.

Ballade du bordel nommé liberté

"Valse en Si-bémol"

K. Wecker

Venez au bordel, il s'appelle avenir,
Croissance, ordre et profit !

Si vous êtes de ceux qui crachent

sur la survie,

Sans délai alors vous devriez venir.

Nous vous offrons bien-être et sécurité
Et d'invulnérables âmes.
Vous déposez votre cerveau à l'entrée
Et n'avez plus à vous soucier.

Certes, beaucoup de cette vie
N'est pas justifié,
Car on doit marcher au pas
Et l'autre lui dit l'endroit.

Mais qui parvient à saisir cela
Fait mieux de rester coi.
Hier encore, la terre avait des angles,
Aujourd'hui elle est toute ronde.

Venez au bordel, il s'appelle liberté,
L'égoût des illusions !
Qui sagement chie dans le pot de la vérité
Est logé, nourri à profusion.

Les nuits sont plus étoilées que jamais
Sous notre ciel artificiel,
Il y a des haies en été, de la neige en hiver
Et l'amour la bitte prend soin.

Certes, beaucoup dans cette vie
N'ont pas le même sort,
Car, les uns font des hommes
Et les autres les battent à mort.

Mais qui parvient à saisir cela
Fait mieux de rester coi.
Hier encore, la terre avait des angles,
Aujourd'hui elle toute ronde.

Traduction : Dorine Thomas

LES MURS EN PARLENT



POT DE VIN ET COPINAGE

Forum Social libertaire

Côme le Forum Social de Florence, le FSE de Paris aura son in et son off. Le Forum Social Libertaire qui se tient du 11 au 16 nov. à Paris, fait suite au succès de la Claaac-G8 (convergence des luttes antiautoritaires et anticapitalistes), et à celui du Vaaarg (Village Alternatif Anticapitaliste et Anti-guerre). Voulu et organisé, par toutes les organisations révolutionnaires libertaires françaises, le FSL s'inscrit dans la même démarche unitaire et de visibilité de l'anticapitaliste libertaire. Le FSL totalement inscrit dans le mouvement social, contre la mondialisation capitaliste libérale, s'oppose à l'institutionnalisation et instrumentalisation du mouvement altermondialiste exprimées dans les déclarations de Nikonoff (président d'ATTAC) et Cassin (ex-président d'ATTAC).

Quand ? quoi ? où ?

Du 11 au 16, la semaine sera ponctuée de débats, de forums, de projections vidéo, d'expos (et un programme quotidien de radio libertaire). Les thèmes débattus : "les luttes du printemps -été 2003", "criminalisation de la misère", "médias, expériences alternatives", "sexisme et patriarcat", "défense et dépassement du service public"...

La journée du 14 se terminera à 22 h par meeting noir et rouge. LE FSL participera à la manifestation du samedi 15 avec le FSE. En fin de semaine le FSL et le salon du livre se tiendront dans l'espace Eurosites 31, rue Godillot (rue du Doc Bauer) à St Ouen (93). L'entrée du forum sera gratuite, et une garderie d'enfant est prévue.

Pour se renseigner : CICIP, 21^{er} rue Voltaire, 75011 Paris - librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris - CNT, 33 rue Vignoles 75020 Paris - Librairie Quilombo 23, rue Voltaire 75011 Paris et sur le site Web : <http://www.fsl.sia.eu.org>

Alternative libertaire

Sommaire du N° 122:

- Edito: un assassinat programmé
- L'exemple de Cancun
- Intermittent(e)s: qui est coupable?
- Forum social libertaire: un événement dans le paysage anticapitaliste
- FSE: vers une convergence des luttes?
- Locaux d'AL : 92, rue d'Aubervilliers...
- La justice de classe au service des pollueurs
- Extrême-droite: un cadavre dans le placard
- Autonomie du mouvement social: faire plus de politique
- Corse, contre l'Etat colonial
- Où va la CFDT... vers une nouvelle Charte du travail
- Etats-Unis: Du pays des néos
- France-Etats-Unis: Objectif Afrique
- Guyane: zoos humains
- Racisme: autant en emporte le colonialisme

2,50 €. *Alternative libertaire dans les Maisons de la presse, et, en région parisienne dans les gares SNCF, correspondances et terminus des métros et RER. Le n°121 (sept. 2003) est en ligne : alternativelibertaire.org*



Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 15,25 €
de soutien : 23 €

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

LE COQUELICOT, BP 4078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

ÇA M'ENERVE

Nouvelle cuisine 2

ALLEGRO... MA NON TROPPO

Circulez, y'a rien à voir 2

QUAND T'ES EN GRÈVE...

Et quand t'es au boulot... 3

THÉÂTRE DE RUE

Mouvement intermittent 4

L'ÉCOLE SYNTHÉTIQUE

Quelles identités, ... ? 6

VIVA ZAPATA!

Syndicats et zapatisme 8

GOOD BYE LENIN!

Anarcho-syndicaliste, le mouvement social ? 9

GOOD BYE BAKOUNIN ?

Vers une alternative... 10

BUSH TRUE

Noam Chomsky, l'Amérique qui nous parle 12

QUILOMBO LIBERTARIO

Bolivie à la croisée des chemins 14

LIBER... TERRE

La journée a défilé... 15

Directeur de publication :

Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Françoise Brami, Juanito Marcos, Pierre Rouault.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15 €

Abonnement de soutien : 20 €

Boite postale : 4 078 31029 Toulouse CEDEX 4

Commission paritaire : en cours

Ont été mis à contribution pour ce numéro : a-infos, Bibass, M. El Bachir, Patrick, P. Mignard, A. Monteret, Ravachefolle, Sevy, Valmat. Photos : Arnaud Dufaut, Bibass, Agora n° 11 et 22/23.

Les articles sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot